

Le 15 avril 2025

Comité d'alerte du budget 2025

Ville de France préoccupée par l'état d'urgence entourant les finances publiques

A l'occasion de l'installation du Comité d'alerte sur le budget 2025, Villes de France découvre avec gravité la première estimation des mesures correctrices qui seront nécessaires pour éviter un nouveau dérapage des finances publiques et limiter le déficit public pour cette année.

Pour tenir compte du contexte international et d'une prévision de croissance du PIB révisée à la baisse à +0,7% (au lieu de +0,9% dans la loi de finances initiale pour 2025), le Gouvernement vient en effet d'annoncer le gel supplémentaire de 5 milliards d'euros de dépenses pour 2025, s'ajoutant à une mise en réserve initiale de 8,7 milliards d'euros.

Lors de cette rencontre, les représentants des collectivités locales ont souligné l'importance de disposer, sur la forme, d'un suivi avec les représentants du Gouvernement, d'un calendrier et d'une méthode. Ils se sont félicités qu'il ait enfin été clairement reconnu que les collectivités territoriales ne sont pas à l'origine de la dégradation des comptes publics et ont pris note des prochains rendez-vous qui leur ont été fixés en Juin et en Septembre, afin d'améliorer le partage et la connaissance de l'exécution budgétaire de l'année.

Par la voie de Jérôme Baloge, Maire de Niort, Secrétaire général de l'association, Villes de France a déploré la persistance d'injonctions contradictoires provenant de l'Etat, qu'elles résultent par exemple de l'application des normes ou de dépenses supplémentaires imposées et non-compensées. De ce point de vue, les efforts financiers demandés aux collectivités locales - qui doivent tenir compte de la part de la dette des collectivités territoriales au sein de la dette de la Nation - ne peuvent être dissociés des efforts de simplification que les territoires attendent tous de leurs vœux.

Les maires et présidents d'agglomération de Villes de France ne contestent pas que les collectivités soient associées aux efforts nécessaires, mais lancent une alerte : une ponction supplémentaire sur leurs ressources conduirait inévitablement à une forte réduction de l'investissement local, qui représente 70% de l'investissement public national.

Villes de France attend du Gouvernement la définition d'une stratégie publique claire, respectueuse de l'autonomie financière des collectivités locales, avec un financement assuré des projets dans la durée. Villes de France souhaite éviter les impacts néfastes que des mesures d'austérité aveugles auraient sur la qualité du service public rendu aux citoyens et sur l'investissement local.

Contact presse : Violaine Hacke - vhacke@vhmconseil.fr

Présidée par Gil AVÉROUS, Maire de Châteauroux, Villes de France, association d'élus pluraliste dont le président délégué est Jean-François DEBAT, Maire de Bourg-en-Bresse, représente et accompagne les villes de 10 000 à 100 000 habitants et leurs intercommunalités qui forment l'armature urbaine de notre pays. Elle regroupe ainsi près de la moitié de la population française.